 <p>Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales</p>	<p>Direction des politiques économique et internationale</p> <p>Sous-direction de l'élevage et des produits animaux</p> <p>Bureau du lait et des industries laitières</p> <p>Adresse : 3, rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07 SP</p> <p>Suivi par : Isabelle NUTI / Etienne FABREGUE</p> <p>Tél. : 01 49 55 46 11 ou 44 86</p> <p>Fax : 01 49 55 49 25</p>	<p>Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi</p> <p>Sous-direction des exploitations agricoles</p> <p>Bureau des structures agricoles</p> <p>Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP</p> <p>Suivi par : Edith du PLESSIS</p> <p>Tél. : 01 49 55 57 50</p> <p>Fax : 01 49 55 47 70</p>
---	---	--

CIRCULAIRE

DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4030

DEPSE/SDEA/C2002-7028

Date : 14 JUIN 2002

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et des affaires rurales

Annule et remplace : circulaire DPEI/SPM/ C2001
n° 4033 du 30 mai 2001

à

Date limite de réponse :

Mesdames et messieurs les préfets

☞ Nombre d'annexes : 8

Objet : circulaire relative à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003.

Bases juridiques :

- Décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement du prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache, modifié en dernier lieu par le décret n° 2000-279 du 24 mars 2000 ;
- Arrêté du 27 mai 2002 relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003 ;
- Arrêté du 25 avril 2002 relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des producteurs de lait en ventes directes pour la période du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003 ;

Résumé : la présente circulaire précise les conditions de mise en œuvre de la redistribution des quantités de référence pour les producteurs livrant en laiterie dans les départements au titre de la campagne 2002/2003.

Elle reconduit avec un certain nombre de changements opérationnels les conditions définies au titre de la précédente campagne, en prenant notamment en compte les recommandations formulées par le Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) du 8 janvier 2002 en faveur des petites exploitations.

Elle introduit par ailleurs une possibilité de démarche régionale concertée permettant d'harmoniser les critères de redistribution applicables aux producteurs éligibles au titre des arrêtés 2002/2003.

Elle précise les informations devant figurer dans le bilan de campagne qui doit être adressé à la DPEI et à l'ONILAIT avant le 30 janvier 2003.

Mots-clés : redistribution des quantités de référence, producteurs de lait, petites exploitations.

Plan de Diffusion	
Pour exécution : Mmes et MM. les Préfets de département Mmes et MM. les DRAF Mmes et MM. les DDAF Madame la directrice de l'ONILAIT	Pour information : Mmes et MM. les Préfets de région Administration centrale

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1°/ Rappel des dispositions réglementaires applicables au titre de la campagne 2002/2003	5
2°/ Principales modifications apportées dans les arrêtés de redistribution au titre de la campagne 2002/2003	5
PREMIÈRE PARTIE : ORIGINE DES QUANTITÉS DE RÉFÉRENCE MISES EN RÉSERVE	7
A. Quantités de référence issues de la ressource nationale	7
1°/ Origine des quantités mutualisées au niveau national	7
2°/ Répartition par département des quantités mutualisées au niveau national	7
<i>a) Clé de répartition entre les départements</i>	7
<i>b) Notification de la dotation par la directrice de l'ONILAIT</i>	7
B. Quantités de référence mises en réserve au niveau départemental	8
DEUXIÈME PARTIE : DÉFINITION DES CATÉGORIES DE PRODUCTEURS ELIGIBLES	8
A. Les producteurs éligibles au titre de la ressource nationale	8
1°/ Règles de gestion de la ressource nationale	8
2°/ Définition des catégories de producteurs éligibles	8
<i>a) Les producteurs jeunes agriculteurs</i>	8
<i>b) Les producteurs disposant d'une quantité de référence inférieure à 100 000 litres</i>	9
<i>c) Les producteurs ayant signé une demande de CTE préalablement à leur demande d'attribution d'une quantité de référence supplémentaire</i>	9
B. Les producteurs éligibles au titre des réserves départementales	10
1°/ Règles de gestion de la réserve départementale	10
<i>a) Mutualisation</i>	10
<i>b) Transfert entre départements</i>	10
<i>c) Démarche régionale concertée</i>	10
2°/ Critères servant à la détermination des catégories de producteurs éligibles au titre de la réserve départementale	10
<i>a) Remarque liminaire</i>	10
<i>b) Liste des critères servant à la détermination des catégories de producteurs éligibles</i>	10
3°/ Définition des catégories de producteurs éligibles	12
<i>a) Les producteurs jeunes agriculteurs s'installant, ou bénéficiant d'un CTE installation progressive, ou installés depuis moins de cinq ans</i>	12
<i>b) Les producteurs dont l'exploitation dispose d'une quantité de référence inférieure à la moyenne régionale</i>	13
<i>c) Les producteurs pour lesquels l'attribution d'une quantité de référence supplémentaire permet de contribuer à la rentabilité de l'exploitation</i>	13
4°/ Octroi d'une quantité de référence supplémentaire aux producteurs soumis au prélèvement après transfert foncier (pratique dite du « retour au cessionnaire »)	13

TROISIEME PARTIE : DEFINITION DU PLANCHER ET DES PLAFONDS D'ATTRIBUTION	14
1°/ Plancher d'attribution	14
2°/ Volume forfaitaire minimum au profit des jeunes agriculteurs s'installant ou bénéficiant d'un CTE installation progressive	14
3°/ Plafonds d'attribution	14
QUATRIÈME PARTIE : PROCÉDURE DE REDISTRIBUTION	15
A. Dépôt des demandes des producteurs	15
1°/ Etablissement des demandes des producteurs	15
2°/ Instruction des demandes des producteurs	15
<i>a) Cas des demandes formulées au titre de la ressource nationale</i>	15
<i>b) Cas des demandes formulées au titre de la réserve départementale</i>	16
<i>c) Cas des attributions conditionnelles</i>	16
B. Etablissement des listes de producteurs bénéficiaires	18
1°/ Propositions d'attribution au titre de la ressource nationale	18
2°/ Propositions d'attribution au titre de la réserve départementale	18
C. Information des producteurs	18
1°/ Information des producteurs faisant l'objet d'une proposition d'attribution du Préfet	18
2°/ Décisions préfectorales de rejet	18
D. Validation par l'ONILAIT des propositions préfectorales d'attribution	19
1°/ Attributions au titre de la ressource nationale	19
2°/ Attributions au titre de la réserve départementale	19
CINQUIEME PARTIE : RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION AU NIVEAU DES DEPARTEMENTS DES ARRETES DE REDISTRIBUTION	19
1°/ Nature des informations devant être communiquées par les DDAF à la DPEI et à l'ONILAIT	19
2°/ Nature des informations devant être communiquées par les DRAF à la DPEI et à l'ONILAIT	20
3°/ Présentation du rapport annuel de l'application des arrêtés au Conseil de direction de l'ONILAIT	20
Annexe I : liste des dispositions réglementaires applicables	21
Annexe II : calendrier des opérations de redistribution	22
Annexe III : attribution conditionnelle : installation d'un jeune agriculteur	24
Annexe IV : attribution conditionnelle : non-agrandissement de l'exploitation	25
Annexe V : modèle de décision de rejet	26
Annexe VI : bilan de l'utilisation de la ressource nationale et de la réserve départementale	27
Annexe VII : moyennes départementales et régionales des producteurs de lait	29
Annexe VIII : avis du CSO en date du 8 janvier 2002 (extraits)	32

INTRODUCTION

1°/ Rappel des dispositions réglementaires applicables au titre de la campagne 2002/2003

Pour la campagne laitière 2002/2003, les modalités de redistribution des quantités de référence mises en réserve sont fixées par l'arrêté du 27 mai 2002, relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002, relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, vous pourrez vous référer utilement aux dispositions réglementaires figurant en annexe I de la présente circulaire.

2°/ Principales modifications apportées dans les arrêtés de redistribution au titre de la campagne 2002/2003

L'arrêté du 27 mai 2002 reconduit l'économie générale du dispositif défini antérieurement, tout en y apportant un certain nombre de modifications significatives :

Des dispositions en faveur des petites exploitations sont introduites, prenant ainsi en compte les recommandations du CSO du 8 janvier 2002 qui figurent en annexe VIII de la présente circulaire :

Sur les 120 000 exploitations laitières françaises, malgré la restructuration importante des dix dernières années, il existe encore des disparités importantes au regard de leur taille, en particulier par rapport à la dimension de l'atelier laitier. La moyenne nationale est actuellement de 192 000 litres par producteur, en incluant les GAEC.

Pourtant, 42 000 exploitations laitières détiennent encore une quantité de référence inférieure à 150 000 litres, 16 000 de ces exploitations disposant de moins de 100 000 litres de référence.

Considérant qu'il est nécessaire de favoriser une plus grande homogénéité en matière de taille des ateliers laitiers en France et d'améliorer la viabilité des exploitations les plus modestes, le Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) a décidé, après concertation préalable de la filière laitière, de favoriser la redistribution de quantités de référence en faveur des petites et moyennes exploitations laitières.

C'est pourquoi les arrêtés de redistribution ont été modifiés en ce sens, tant pour ce qui concerne la ressource nationale (article 2) que les réserves départementales (article 3) (cf. seconde partie de la circulaire).

En conséquence, il importe que vous preniez dûment en compte les recommandations du CSO du 8 janvier 2002 dans le cadre de votre politique locale ou régionale de redistribution.

Vous veillerez en particulier à favoriser les exploitations qui réalisent pleinement leur quantité de référence (au minimum à 90 % depuis deux campagnes) et celles qui ont un projet économique (cf. détails en seconde partie de la circulaire).

Des mesures en faveur de l'installation et des jeunes agriculteurs:

Après concertation avec les organisations professionnelles, il est apparu opportun d'élargir les possibilités d'attribution au profit des jeunes agriculteurs, de manière à avoir une politique en faveur de l'installation encore plus active qu'auparavant.

Aussi, des modifications notables ont été introduites en faveur des jeunes agriculteurs, afin de ne pas limiter la redistribution des quantités de référence aux seuls producteurs bénéficiaires des aides publiques à l'installation.

Outre les agriculteurs bénéficiant de ces aides, sont désormais pris en compte au titre de cette catégorie :

- Les jeunes agriculteurs s'installant sans les aides publiques,
- Les jeunes agriculteurs bénéficiant d'un CTE « installation progressive »,
- Les jeunes agriculteurs non titulaires des aides publiques à l'installation, installés depuis moins de cinq ans à la date du 1^{er} avril 2002 et qui n'ont pas atteint 40 ans à cette date.

Des possibilités de démarches régionales concertées :

A la demande de certaines régions françaises, il a été institué la possibilité de mener des réflexions en matière de redistribution de références laitières au niveau régional. Ces réflexions doivent avoir notamment pour objectif l'amélioration de l'efficacité de la redistribution au niveau régional et l'harmonisation des politiques et des critères de redistribution entre les départements. L'animation de ces réflexions régionales doit être menée par les DRAF, en étroite collaboration avec les DDAF et les acteurs locaux (professionnels laitiers et collectivités locales).

Il vous est précisé que ces démarches régionales concertées ne revêtent pas de caractère obligatoire et ne vous imposent pas d'obligation de résultat dans l'immédiat. En revanche, il est demandé aux DRAF de mener systématiquement une réflexion préalable avec les acteurs précités pour identifier l'intérêt d'une telle démarche localement et son acceptabilité.

Pour les régions qui souhaitent aller plus loin dans la mise en œuvre de ces démarches, il sera possible d'élaborer des priorités communes et cohérentes entre départements pour les bénéficiaires de la ressource nationale ou des réserves départementales, des approches communes de manière à harmoniser les critères de redistribution, d'appliquer des volumes forfaitaires cohérents (en particulier pour les jeunes agriculteurs) et de définir des équivalences elles aussi cohérentes entre les productions.

De telles orientations, définies et négociées au niveau régional, doivent cependant être reprises et acceptées in fine par les différentes CDOA pour pouvoir être mises en œuvre efficacement au niveau départemental.

Un encadrement strict de la pratique dite du « retour au cessionnaire » :

Celui-ci ne peut être réalisé qu'au cas par cas, après avis de la CDOA, et uniquement lorsque ces producteurs susceptibles d'en bénéficier entrent dans l'une des catégories figurant à l'article 3 de l'arrêté. Par ailleurs, l'octroi de ces quantités devra être réalisé en conformité avec les objectifs fixés dans les projets agricoles départementaux.

Quelques autres modifications :

- Le seuil de 80 000 litres est porté à 100 000 litres pour la catégorie n° 2 figurant à l'article 2 de l'arrêté,
- Les attributions de quantités de référence supplémentaires sont portées à 2 000 litres minimum, au lieu de 1 500 litres,
- La nécessité de prendre en compte la dimension économique globale de l'exploitation est introduite à l'article 3, en utilisant par exemple le système des équivalences entre productions, telles qu'elles figurent dans le projet agricole départemental,
- Le dispositif des attributions conditionnelles est élargi,
- Les préfets doivent transmettre à la DPEI et à l'ONILAIT un rapport détaillé sur l'application des arrêtés de redistribution avant le 30 janvier 2003, l'ONILAIT devant ensuite en rendre compte devant son Conseil de direction avant le 15 mars 2003.

Comme l'an dernier, les ressources disponibles sont identifiées entre :

- une ressource nationale, mutualisant une partie des réserves départementales, dont les modalités de gestion sont définies à l'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2002 et diffèrent de celles de la campagne précédente,
- une réserve départementale, dont la procédure de gestion ainsi que les critères d'attribution définis aux articles 1, 3 et 4 du même arrêté, diffèrent de ceux de la campagne précédente.

PREMIERE PARTIE : ORIGINE DES QUANTITES DE REFERENCE MISES EN RESERVE

A - Les quantités de référence issues de la ressource nationale

1°/ Origine des quantités mutualisées au niveau national

Ces quantités sont visées au premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2002.

Elles correspondent à 20 % des quantités libérées grâce au financement obtenu en application de l'article 2 paragraphe 4 du règlement n° 3950/92 du 28 décembre 1992 modifié, à savoir les quantités libérées au titre des cessations primées d'activité laitière.

Cette ressource correspond à la mutualisation, au niveau national, de 20 % des quantités rachetées dans le cadre du programme de cessations primées d'activité laitière de la campagne 2001/2002, pour la part financée sur fonds nationaux et à l'exception de celles financées sur les crédits des collectivités territoriales ou des organismes interprofessionnels (cf. décret n° 2001-1365 du 28 décembre 2001 concernant l'octroi d'une prime à l'abandon total ou partiel de la production laitière).

Les propositions d'attribution au titre de la ressource nationale doivent bénéficier à chacune des trois catégories de bénéficiaires lorsqu'elles sont présentes au niveau départemental (les producteurs jeunes agriculteurs, les producteurs disposant d'une quantité de référence inférieure à 100 000 litres et les producteurs qui ont signé un contrat territorial d'exploitation préalablement à leur demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires).

2°/ Répartition par département des quantités mutualisées au niveau national

a) Clé de répartition

Tous les départements sont potentiellement bénéficiaires des quantités mutualisées, dans la limite d'une dotation dont le volume a été calculé en fonction des critères suivants :

- **deux tiers des quantités** sont calculés en fonction de l'installation. Le critère retenu est la quote-part du département dans la répartition du nombre de DJA enregistré au niveau national par le CNASEA concernant des exploitations disposant d'une quantité de référence. Ces DJA ont fait l'objet d'un premier versement au cours des quatre années 1998 à 2001;
- **un tiers des quantités** est calculé en fonction des producteurs de moins de 100 000 litres. A cet effet, la quote-part du département est déterminée à partir du nombre de livreurs disposant de moins de 100 000 litres de quantité de référence, identifiés à l'aide du fichier des producteurs de l'ONILAIT au 1er avril 2001.

Afin d'en atténuer les effets, cette répartition, dite théorique, est pondérée par un mécanisme de plafonnement de telle sorte que le département concerné ne puisse :

- contribuer au-delà de 0,1 % de sa référence en livraisons à la ressource nationale ;
- bénéficier d'une mutualisation de la réserve nationale supérieure à 1,5 fois sa propre contribution à la ressource nationale.

Enfin, les quantités issues du plafonnement font l'objet d'un recyclage en faveur des départements contributeurs nets en proportion de cette contribution.

b) Notification de la dotation par la directrice de l'ONILAIT

En qualité de gestionnaire de la réserve nationale, la directrice de l'ONILAIT notifie à chaque DDAF concernée la dotation qui résulte de la clé de répartition susvisée. Cette notification doit intervenir dans un délai compatible avec les dates limites visées par l'arrêté du 27 mai 2002, à savoir **au plus tard le 15 septembre 2002**. Une copie de cette notification sera simultanément adressée à la DPEI (bureau du lait et des industries laitières).

Il s'agit d'une enveloppe maximale au sein de laquelle le Préfet, après avis de la CDOA, propose la liste des producteurs bénéficiaires visés à l'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2002 à la directrice de l'ONILAIT.

B - Les quantités de référence mises en réserve au niveau départemental

Conformément à l'article premier, paragraphe 1 de l'arrêté du 27 mai 2002, les quantités mises en réserve au niveau départemental ont quatre origines, qui sont précisées à l'article 2 de l'arrêté de campagne du 22 avril 2002.

1. les quantités prélevées en application du décret n° 96-47 du 22 janvier 1996 à l'occasion des transferts fonciers ;
2. les quantités libérées à la suite de cessations spontanées déclarées au 1^{er} avril 2001 et antérieurement, telles que déterminées par l'ONILAIT en fonction des suites données aux demandes de reprises déposées par les producteurs concernés ;
3. les quantités libérées en application du décret n° 2001-1365 du 28 décembre 2001 concernant l'octroi d'une prime à l'abandon total ou partiel de la production laitière (cessations primées) :
 - celles financées sur fonds nationaux, minorées de 20 % en application de l'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2002, pour l'alimentation de la ressource nationale ;
 - celles financées sur des crédits des collectivités territoriales ou des organismes interprofessionnels ;
4. la fraction des quantités de référence inutilisées par les producteurs (sous-réalisations structurelles) dans les conditions prévues par l'article 16 ter du décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié, déterminée selon la formule prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 avril 2000, minorée de la provision mentionnée à l'article 4 dudit arrêté.

L'ensemble de ces quantités de référence constitue la réserve disponible au niveau départemental, sans distinction d'origine.

DEUXIEME PARTIE : DEFINITION DES CATEGORIES DE PRODUCTEURS ELIGIBLES

L'arrêté du 27 mai 2002 détermine six catégories de producteurs susceptibles de bénéficier de quantités de référence supplémentaires au cours de la campagne 2002/2003.

A - Les producteurs éligibles au titre de la ressource nationale

1°/ Règles de gestion de la ressource nationale

Je vous rappelle que cette ressource provient de la mutualisation des quantités issues de la restructuration au niveau national, et que leur redistribution doit s'opérer sans distinction d'origine, quelle qu'elle soit.

Au titre de la ressource nationale, ce sont désormais **trois catégories de producteurs** qui sont susceptibles de bénéficier de l'attribution de quantités de référence supplémentaires, dans la limite des dotations départementales susmentionnées.

Aucune de ces trois catégories ne doit être exclue de l'attribution de quantités de référence supplémentaires au titre de la ressource nationale lorsqu'elles sont présentes au niveau départemental.

Par ailleurs, les catégories ainsi définies pour l'utilisation de la ressource nationale ne sauraient se traduire par leur exclusion à l'éligibilité de la réserve départementale.

2°/ Définition des catégories de producteurs éligibles

a) Les producteurs jeunes agriculteurs

Il s'agit de producteurs jeunes agriculteurs titulaires des aides publiques à l'installation, âgés de moins de 40 ans à la date du dépôt de leur demande.

Is doivent également justifier :

- d'un revenu qui n'atteint pas le revenu de référence visé à l'article R. 344-6 du code rural, correspondant au salaire annuel brut moyen des travailleurs non agricoles évalué au niveau régional. Ces revenus de référence ont été publiés par note de service DEPSE/SDEA n° C 2002-7005 du 15 février 2002.

Le revenu du producteur correspond à la notion comptable de résultat disponible mentionnée à l'article R.* 343-5 du code rural. Il s'agit du résultat courant d'exploitation avant impôts, auquel s'ajoute le montant des dotations aux amortissements et aux provisions ayant le caractère de réserves (figurant au compte de résultat) et dont sont retranchées les annuités en capital emprunté à long et moyen terme. Ce résultat est issu de l'ensemble des activités de l'exploitation.

Il conviendra de prendre en compte le degré de spécialisation laitière de l'exploitation pour les attributions réalisées au titre de cette catégorie.

- d'une attribution d'une quantité de référence supplémentaire issue des disponibilités départementales au moins égale, en cumul sur la totalité de la période, à 5 000 litres, au titre de l'une des quatre campagnes 1998/1999, 1999/2000, 2000/2001 ou 2001/2002. A cet effet, les quantités supplémentaires attribuées au titre du secteur de la vente directe seront également prises en compte.

b) Les producteurs disposant de moins de 100 000 litres

Ce seuil est porté de 80 000 à 100 000 litres au titre de cette campagne.

La notion de 100 000 litres est basée sur la quantité de référence dont dispose le producteur au 1er avril 2002. La totalité des références « livraison » et « vente directe » du producteur est prise en compte. Pour les GAEC, chaque associé est considéré au même titre qu'un exploitant individuel.

En outre, les producteurs disposant de moins de 100 000 litres doivent :

- être nés après le 31 décembre 1947,
- justifier d'un taux d'utilisation de leur quantité de référence supérieur à 90 % au titre des campagnes 2000/2001 et 2001/2002, ou à 95 % en moyenne sur ces deux campagnes. Il vous appartient de déterminer quel doit être le taux d'utilisation retenu pour définir cette catégorie de producteurs éligibles.

Ce taux est évalué par le rapprochement des livraisons du producteur, après application du correctif matière grasse, et des ventes directes avec la quantité de référence utilisable au 31 mars de la campagne, exclusion faite des quantités attribuées sous la forme d'allocations provisoires.

Pour la prise en compte de ces producteurs, il conviendra d'accorder un traitement préférentiel aux producteurs spécialisés dans la production laitière, n'ayant pas d'autres sources importantes de revenus sur l'exploitation.

c) Les petits producteurs qui ont signé un contrat territorial d'exploitation préalablement à la demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires

Pour tenir compte de la recommandation du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire relative aux petites exploitations du 8 janvier 2002, il a été ajouté une nouvelle catégorie de producteurs éligibles à celles préexistantes au titre de la ressource nationale, dans l'objectif de favoriser la redistribution en faveur des petites exploitations, qui ont un projet économique et environnemental au travers des CTE.

Cette nouvelle population de producteurs est définie par la combinaison des critères suivants :

- le producteur doit avoir signé un CTE préalablement à la demande d'attribution de quantités de référence supplémentaire ;
- Son exploitation doit dégager un chiffre d'affaires par unité de travail humain (emploi salarié et non salarié) inférieur à 40 000 €;
- le montant total des paiements effectués au titre des régimes de soutien visés à l'annexe du règlement (CE) n° 1259/1999 du 17 mai 1999 est inférieur à 12 000 €

Ces deux derniers critères sont appréciés par le calcul de la moyenne sur les trois années qui précèdent la demande.

B - Les producteurs éligibles au titre des réserves départementales

1°/ Règles de gestion de la réserve départementale

a) Mutualisation

L'attribution des quantités de référence supplémentaires au titre de la réserve départementale ne doit pas dépendre de l'affiliation du producteur à telle ou telle laiterie.

Il vous revient, toutefois, de veiller à ne pas introduire de déséquilibre durable entre les zones de collecte du département ou entre les différents acheteurs.

Pour les propositions d'attribution présentées par des producteurs jeunes agriculteurs, vous veillerez strictement à ce que les dotations soient ainsi réalisées au moyen de la mise en commun des sources d'abondement de la réserve départementale, sans distinction d'origine.

Pour la seconde catégorie (petites exploitations), vous pourrez également procéder à la mise en commun des quantités libérées.

b) Transfert entre départements

En application de l'article 6 de l'arrêté, les quantités en cause peuvent, pour partie, faire l'objet d'un transfert, afin d'alimenter la réserve d'un autre département limitrophe ou appartenant à la même région administrative.

Ce transfert ne peut que résulter d'une décision préfectorale prise après avis des CDOA concernées et devra être notifié de façon séparée à l'ONILAIT.

c) Démarche régionale concertée

L'arrêté du 27 mai 2002 ouvre la possibilité pour les départements qui le souhaitent, d'harmoniser les critères de redistribution dans les départements d'une même région administrative.

A cet effet, le DRAF organisera une réflexion régionale à laquelle devront participer l'ensemble des syndicats habilités à représenter la filière laitière au niveau régional, de manière à étudier les possibilités d'harmonisation régionale en matière de redistribution laitière et de mise en cohérence des politiques de redistribution.

J'appelle votre attention sur le fait que la mise en œuvre des démarches concertées au niveau régional devra recueillir l'avis des commissions départementales d'orientation de l'agriculture des différents départements. Ainsi, lorsque des critères d'harmonisation auront recueilli un accord au niveau régional, ceux-ci devront en définitive être validés au niveau de chaque CDOA, préalablement à leur mise en œuvre effective.

2°/ Critères servant à la détermination des catégories de producteurs éligibles au titre de la réserve départementale

a) Remarque liminaire

J'appelle votre attention sur le fait que la numérotation des critères servant à définir les catégories de producteurs éligibles au titre de la réserve départementale a été modifiée, dans un souci de cohérence de la rédaction des arrêtés de campagne « acheteurs » et « vendeurs directs ». Vous veillerez que cette nouvelle numérotation soit prise en compte dans votre projet agricole départemental.

b) Liste des critères servant à la détermination des catégories de producteurs éligibles

Les catégories de producteurs doivent être définies, dans chaque département, à l'aide d'une combinaison d'au moins deux des critères visés à l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 2002, sans notion d'ordre de priorité dans ces mêmes critères. Il est aussi possible de définir ces catégories dans le cadre d'une démarche régionale concertée.

Les critères 3 (attribution des aides publiques à l'installation), 4 (preneurs évincés), 8 (redressement) n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les critères 1 (capacité professionnelle), 2 (âge maximum), 5 (zonage de l'exploitation), 6 (produits bénéficiant d'une AOC ou d'autres signes de qualité), 7 (nombre d'UTH) et 9 (niveau de la quantité de référence) peuvent être utilisés de la manière suivante :

Critère (1) : capacité professionnelle

La capacité professionnelle visée à l'article R.* 343-4 du code rural est définie par l'obtention, pour les candidats nés avant le 1^{er} janvier 1971, d'un diplôme, titre ou certificat d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) ou au brevet professionnel agricole (BPA) et, pour ceux nés à compter du 1^{er} janvier 1971, d'un diplôme ou titre homologué d'un niveau égal ou supérieur au brevet de technicien agricole (BTA) procurant une qualification professionnelle correspondant à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole et par la réalisation du « stage d'application de 6 mois ».

A cet effet, vous pouvez vous référer à l'arrêté du 28 avril 2000 ainsi qu'à la circulaire ministérielle DGER n° 2067 du 7 juillet 2000.

Critère (2) : âge maximum

La condition d'âge maximum visée à l'article R.* 343-4 du code rural est désormais fixée à quarante ans au plus, à la date de l'installation (cf. décret n° 2001-925 du 3 octobre 2001).

Critère (5) : zonage de l'exploitation

Le siège de l'exploitation du bénéficiaire doit se trouver :

- dans une zone définie par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999.

Ce règlement a reconstruit le cadre communautaire pour le développement rural, qui est devenu le deuxième pilier de la politique agricole commune (PAC). Il rassemble sous un même texte l'ensemble des dispositions relevant précédemment de règlements différents : mesures d'accompagnement de la PAC, anciens objectifs 5a et 5b).

- ou dans une zone rurale concernée par l'objectif n° 2, telle que définie par la décision de la Commission du 7 mars 2000 établissant la liste des zones concernées par l'objectif n° 2 des Fonds structurels pour la période 2000 à 2006 en France, visées par le règlement n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999, portant dispositions générales sur les fonds structurels.

Par ailleurs, il a été ajouté la possibilité de mettre en œuvre, dans les zones soumises à des contraintes environnementales spécifiques, telles que le marais poitevin, une politique de redistribution des droits à produire adaptée.

Critère (6) : produits bénéficiant d'une AOC ou d'autres signes officiels de qualité et/ou d'identification

Ce critère permet la prise en compte des efforts consentis par certains producteurs engagés dans une démarche de qualité et d'identification de leur production.

Sont explicitement visées les démarches suivantes : AOC, AOP, IGP, label rouge, CCP, AS.

Les démarches privées d'entreprises (assurance qualité...) n'entrent pas strictement dans le champ visé par l'arrêté.

Ces producteurs peuvent être répertoriés, à l'aide notamment :

- des registres de l'INAO, pour les producteurs ayant fait l'objet d'une déclaration d'aptitude en AOC ;
- des registres de la DDAF, s'agissant de producteurs ayant souscrit un contrat auprès d'un organisme certificateur pour la production de lait biologique ;
- de tout autre élément d'attestation pouvant, le cas échéant, être délivré par la laiterie du producteur.

Critère (7) : nombre d'UTH (emploi salarié et non salarié)

Lors de la prise en compte de ce critère, vous vous assurerez du caractère pérenne des emplois salariés.

Pour les emplois non salariés, vous vérifierez le caractère effectif de l'affectation à l'activité laitière des personnes travaillant sur l'exploitation.

Vous pourrez aussi opter pour le choix de ne pas comptabiliser les emplois à durée déterminée pour lesquels vous n'avez pas d'assurance sur le maintien de l'emploi au moins pour une durée qui soit a minima celle de la campagne laitière en cours.

Pour la comptabilisation du nombre d'UTH, vous pourrez vous appuyer sur la démarche décrite à l'annexe 2 de la circulaire DEPSE/SDEA/C2001-7036 du 20 septembre 2001, relative aux critères de viabilité économique appliqués dans le cadre des dispositifs d'aide à l'investissement et à l'installation.

Vous pourrez aussi demander la déclaration annuelle des salaires de l'exploitant, afin de vérifier la pérennité des emplois.

Critère (9) : niveau de la quantité de référence dont dispose l'exploitation du demandeur après attribution

Il vous est précisé dans l'arrêté du 27 mai 2002, que vous pourrez prendre également en compte la **dimension économique globale de l'exploitation**, en utilisant par exemple les équivalences entre productions, telles qu'elles figurent dans les projets agricoles départementaux.

Cette nouvelle disposition doit permettre d'apprécier de manière objective la situation de l'exploitation du demandeur, lorsque celle-ci n'est pas spécialisée en production laitière, de manière à mieux hiérarchiser les producteurs susceptibles de bénéficier de la redistribution en fonction de leurs besoins réels, ainsi que des ressources dégagées par plusieurs ateliers de production.

3°/ Définition des catégories de producteurs éligibles

a) Les producteurs jeunes agriculteurs s'installant, ou bénéficiant d'un CTE installation progressive, ou installés depuis moins de cinq ans

Pour renforcer la politique en faveur de l'installation, cette catégorie a été élargie dans l'arrêté du 27 mai 2002, de manière à ne pas la restreindre aux seuls titulaires des aides publiques à l'installation.

Outre les jeunes agriculteurs s'installant et bénéficiant des aides publiques à l'installation, sont désormais susceptibles de rentrer dans cette catégorie :

- **les jeunes agriculteurs s'installant sans bénéficier des aides publiques à l'installation,**

- **les jeunes agriculteurs bénéficiaires d'un CTE « installation progressive ».** Ce dispositif, décrit dans la circulaire DEPSE/SDEA/C2001-7013 du 28 mars 2001, a pour objectif de favoriser l'accès aux responsabilités de chef d'exploitation à de jeunes agriculteurs, qui seront aptes ensuite à bénéficier des aides publiques à l'installation (DJA et/ou prêts à moyen terme spéciaux).

Pendant cette période préalable à l'installation, ce CTE doit permettre au signataire d'acquérir la capacité professionnelle agricole nécessaire à l'obtention des aides à l'installation et lui ouvrir notamment des possibilités d'accès prioritaire aux droits à produire. Ce contrat a une durée de 5 ans maximum.

- **les jeunes agriculteurs installés depuis moins de cinq ans** qui n'ont pas atteint l'âge de 40 ans au plus tard le 31 août 2002. Ces producteurs ne sont pas obligatoirement bénéficiaires des aides publiques à l'installation.

b) Les producteurs dont l'exploitation dispose d'une quantité de référence inférieure à la moyenne régionale

Pour tenir compte de la recommandation du CSO en date du 8 janvier 2002, il a été ajoutée une nouvelle catégorie de producteurs éligibles au titre de la réserve départementale.

A cet effet, vous privilégiez, dans le cadre de la redistribution au titre de cette réserve, les petites exploitations dont les quantités de références se situent en dessous de la moyenne régionale.

Ce sont :

- les producteurs dont l'exploitation dispose d'une quantité de référence inférieure à la moyenne régionale ou à la moyenne départementale lorsque celle-ci est très inférieure à la moyenne régionale, et
- dont le taux d'utilisation de la quantité de référence est soit supérieur à 90 % lors des deux campagnes précédant la campagne 2002-2003, soit supérieur à 95 % en moyenne sur ces deux campagnes.

Il vous appartiendra de déterminer quelle combinaison de critères doit être retenue, en fonction des orientations de la CDOA en matière de politique de redistribution.

Vous trouverez en annexe VII de cette circulaire un tableau récapitulant les moyennes départementales et régionales par producteur au 1^{er} avril 2001 (les données 2002 ne sont pas encore connues).

c) Les producteurs pour lesquels l'attribution d'une quantité de référence supplémentaire permet de contribuer à la rentabilité de leur exploitation

Cette catégorie de producteurs doit être définie, dans chaque département, à l'aide d'une combinaison d'au moins deux des critères visés à l'article 3, à l'exception des critères 1 et 3.

Vous pourrez favoriser les producteurs qui réalisent des investissements sur leur outil de production laitier, ainsi que ceux dont le taux de réalisation est proche de leur quantité de référence.

4°/ Octroi d'une quantité de référence supplémentaire aux producteurs soumis au prélèvement après transfert foncier (pratique dite du « retour au cessionnaire »)

J'appelle votre attention sur le fait que cette pratique est désormais strictement encadrée par l'arrêté du 27 mai 2002. Elle ne doit pas revêtir de caractère systématique. Par ailleurs, les modalités de sa mise en œuvre ne doivent pas être automatiques.

Vous pourrez octroyer au cas par cas aux producteurs soumis au prélèvement, conformément aux dispositions du décret n° 96-47 du 22 janvier 1996, de quantités de référence, après avis de la CDOA et dans la mesure où ces producteurs entrent bien dans l'une des catégories éligibles au titre de l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 2002, et ce en conformité avec les objectifs fixés dans le PAD.

Vous veillerez à ce que ces producteurs, comme les autres demandeurs, déposent une demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires, conformément aux dispositions générales de l'arrêté.

Vous veillerez également à ce que ces producteurs ne bénéficient pas de règles particulières en matière d'attribution par rapport aux autres demandeurs.

Enfin, vous motiverez avec un soin particulier en CDOA les raisons objectives ayant conduit à cette attribution supplémentaire.

Pour ce qui concerne les cas particuliers de dissolution de GAEC ou de retrait de l'un de ses associés, vous veillerez à prendre en compte la pérennité de la structure lors de cet octroi et ce après examen particulièrement attentif de la part de la CDOA.

Afin de prendre en compte cette nouvelle modalité de gestion, le logiciel LEONIDAF, partie attribution simplifiée, sera revu en conséquence.

TROISIEME PARTIE : DEFINITION DU PLANCHER ET DES PLAFONDS D'ATTRIBUTION

1°/ Plancher d'attribution

Afin d'éviter le saupoudrage dans la redistribution, la quantité de référence attribuée à un exploitant demandeur ne peut, en aucun cas, être inférieure à 2 000 litres.

Ce seuil minimum d'attribution peut être localement majoré sur proposition de la CDOA mais ne peut en aucun cas être minoré au niveau local. Le respect de ce plancher sera vérifié par l'ONILAIT.

2°/ Volume forfaitaire minimum au profit des jeunes agriculteurs s'installant ou bénéficiant d'un CTE installation progressive

Il vous est possible d'attribuer un volume forfaitaire minimum de quantités de référence, défini au niveau local, soit dans le cadre du projet agricole départemental, soit dans le cadre d'une démarche régionale concertée au profit des jeunes agriculteurs s'installant ou bénéficiant d'un CTE installation progressive et dont l'exploitation disposera, après installation, d'une quantité de référence inférieure à la moyenne régionale.

3°/ Plafonds d'attribution

En application de l'article 4 de l'arrêté du 27 mai 2002, des plafonds sont définis sous forme de plafonds d'attribution. Ils doivent être appliqués à toutes les catégories de producteurs éligibles.

Vous veillerez à ce que ces plafonds d'attribution n'excèdent pas le volume strictement nécessaire pour permettre l'amélioration de la structure de l'exploitation du producteur bénéficiaire de l'attribution.

A cet effet, vous prendrez en compte l'ensemble des productions agricoles de l'exploitation du producteur, notamment au moyen des équivalences entre productions, telles qu'elles figurent dans les PAD.

Ces plafonds seront déterminés dans chaque département, soit au niveau local, soit dans le cadre d'une démarche régionale concertée, à partir d'un ou plusieurs des critères suivants :

- références régionales en matière de revenu (Excédent Brut d'Exploitation ou Revenu disponible, par exemple) par rapport au revenu de référence défini à l'article R. 344-6 du code rural ;
- part de l'activité laitière dans le revenu de l'exploitation.

Ces deux premiers critères sont déterminés à l'aide des données issues du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) ou, le cas échéant, des études de groupes réalisées dans le cadre des observatoires des chambres d'agriculture.

- conséquences de l'activité sur l'environnement.

Ce critère peut concerner des élevages dont la situation, ou la taille du cheptel est incompatible avec le respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement.

Il peut être défini, notamment, par la prise en compte des zones vulnérables visées à l'article 1^{er} du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 ainsi que des zones d'excédent structurel liées aux élevages, délimitées en application de l'article 3 du même décret, le cas échéant, en référence à la réglementation nationale applicable aux installations classées.

- nombre d'UTH sur l'exploitation (emploi salarié et non salarié).

QUATRIEME PARTIE : PROCEDURE DE REDISTRIBUTION

A - Dépôt des demandes des producteurs

1°/ Etablissement des demandes des producteurs

La Direction départementale de l'agriculture et de la forêt informe les producteurs, par tous moyens appropriés, de la parution des arrêtés de redistribution pour la campagne 2002/2003 et des conditions d'établissement des demandes.

Le producteur adresse sa demande par courrier au Préfet du département du siège de son exploitation, avant une date limite fixée par le Préfet qui, au plus tard, **ne doit pas excéder le 31 août 2002**, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 2002.

2°/ Instruction des demandes des producteurs

L'ensemble des propositions d'attribution de quantités de référence supplémentaires doit être obligatoirement soumis à l'avis de la CDOA.

A cet égard, vous veillerez à assurer la présence au sein de cette instance consultative d'au moins un professionnel de la production laitière. A défaut, vous associerez, à titre d'expert, un représentant de ce secteur aux travaux de la CDOA.

Il vous est possible d'organiser les travaux préparatoires de la CDOA dans une section ou un groupe de travail spécialisé lait, au sein duquel seront représentés les acteurs locaux de la filière laitière et les organisations syndicales habilitées, de manière à étudier préalablement les dossiers qui y seront présentés.

a) Cas des demandes formulées au titre de la ressource nationale

Il convient de s'assurer du respect des conditions requises pour l'éligibilité des producteurs.

Pour les jeunes agriculteurs, vous devez exiger d'avoir communication :

- de la notification ou des notifications d'attribution des quantités de référence supplémentaires dont a bénéficié le jeune agriculteur au titre des quatre campagnes précédant la campagne 2002/2003 ;
- des informations comptables, notamment du compte de résultat de l'exploitation ou de tout autre élément équivalent pour l'exercice 2001 ou pour le dernier exercice connu.

Sur ce dernier point, à défaut de disposer d'une comptabilité, le revenu du producteur sera établi selon une base forfaitaire à déterminer par vos soins.

A toutes fins utiles, la méthode suivante peut être préconisée : en observant des systèmes de production identiques dans le cadre du PAD, un montant maximal de chiffre d'affaires par UTH peut être déterminé, en dessous duquel le résultat de l'exploitation est inférieur au revenu de référence régional. Sur cette base, il peut être décidé de retenir les jeunes demandeurs dont le chiffre d'affaires par UTH est inférieur au montant maximal retenu.

Pour les producteurs ayant moins de 100 000 litres, vous vous attacherez également à disposer :

- de la notification de la quantité de référence du producteur pour cette campagne ;
- des éléments de fin de campagne tels que présentés dans les états nominatifs établis par le ou les acheteurs auprès desquels le producteur a livré son lait pour les campagnes 2000/2001 et 2001/2002 et dans le récapitulatif des producteurs vendeurs directs déclarés qui vous sera communiqué par l'ONILAIT **avant le 1^{er} octobre 2002**.

b) Cas des demandes formulées au titre de la réserve départementale

Pour les jeunes agriculteurs s'installant, vous vous assurerez qu'ils disposent des moyens de production leur permettant de réaliser effectivement la quantité de référence dont ils disposeront après attribution.

Pour ceux s'installant avec les aides, vous vérifierez qu'ils ont bien engagé la constitution de leur dossier de demande d'aides publiques à l'installation. Si tel n'était pas le cas, la proposition le concernant devra être faite à titre provisoire et ne pourra être prise en compte par l'ONILAIT qu'après confirmation auprès de la DDAF de cette installation.

Les jeunes agriculteurs bénéficiant d'un CTE installation progressive devront systématiquement vous fournir les différents éléments permettant de justifier de leur appartenance à cette catégorie, au moment du dépôt de leur demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires (éléments comptables justifiant de leur chiffre d'affaires, justificatifs des paiements effectués au titre des régimes de soutien visés à l'annexe du règlement (CE) n° 1259/1999...).

Vous vérifierez, en tant que de besoin, les informations fournies par les demandeurs au moyen des données disponibles en DDAF.

Il vous est possible d'attribuer des quantités de référence supplémentaires à **des jeunes agriculteurs installés depuis moins de 5 ans**. Dans cette hypothèse, vous vous attacherez à vérifier la cohérence de l'attribution de quantités de référence supplémentaires avec la structure de l'exploitation du demandeur.

c) Cas des attributions conditionnelles

Rappel

Depuis le 1^{er} avril 2000, il est mis en œuvre, sous certaines conditions et pour répondre à des cas particuliers clairement identifiés, la possibilité d'attribuer des quantités de référence supplémentaires à titre conditionnel.

Ce dispositif, qui s'applique aux quantités issues de la réserve départementale ou de la ressource nationale, a pour objectif de permettre la récupération des quantités de référence supplémentaires qui ont été attribuées à un exploitant demandeur, en considération d'un engagement précis et préalable à l'attribution qui n'aurait pas été respecté.

Dans tous les cas, le demandeur bénéficiaire de quantités de référence supplémentaires à titre conditionnel doit remplir les conditions de droit commun de la redistribution décrite supra, notamment les critères et plafonds prévus par les articles 3 et 4 de l'arrêté de redistribution.

A compter de cette année, le champ d'application des attributions conditionnelles, initialement prévu au profit de producteurs ayant pour objectif d'installer un jeune agriculteur bénéficiaire des aides publiques à l'installation sur leur exploitation, a été élargi à l'ensemble des catégories de producteurs éligibles, en contrepartie de **l'engagement écrit et préalable** de ne pas accroître, par transfert foncier ultérieur, au-delà des seuils de redistribution définis par le projet agricole départemental, le niveau des quantités de référence en livraisons et/ou en ventes directes dont il dispose.

Engagement(s) écrit(s) du demandeur

L'article 8 de l'arrêté de redistribution dispose que les quantités de référence attribuées dans les conditions du droit commun peuvent être allouées à titre conditionnel en cas **d'engagement écrit et préalable du demandeur concernant soit :**

L'installation d'un jeune agriculteur sur l'exploitation, afin de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs sur des exploitations économiquement et socialement viables.

Dans ce cas, vous privilégiez les demandes d'attribution de quantités de référence supplémentaires déposées par des producteurs en livraison ou en vente directe, motivant leur demande par un projet de transmission, à brève échéance, de l'exploitation à un jeune agriculteur bénéficiaire des aides publiques à l'installation.

Cette disposition a pour objectif de faciliter notamment l'attribution de quantités de référence supplémentaires à des exploitants en fin d'activité qui répondent aux critères d'âge fixés sous le 2° de l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 2002, afin que les exploitations soient en mesure d'être reprises par des jeunes agriculteurs.

Le projet d'installation doit être engagé au moment de la demande et l'installation effective du jeune agriculteur doit intervenir **avant le 31 mars 2004**.

A cet égard, le demandeur doit joindre à sa demande, présentée dans les conditions du droit commun, un dossier présentant l'installation qu'il s'engage à réaliser (étude prévisionnelle d'installation) et précisant le nom du jeune agriculteur qui sera cessionnaire en tant que primo installé de l'exploitation. Ce dossier sera signé par le demandeur et le candidat à la reprise.

L'absence de transfert foncier ultérieur ayant pour effet de porter le niveau de référence du producteur au-delà des seuils de redistribution du PAD. Cette disposition a pour objet d'éviter le détournement de la redistribution par un demandeur bénéficiaire de quantités de référence supplémentaires agrandissant son exploitation ultérieurement au-delà des seuils de redistribution prévus par le PAD.

Dans ce contexte, le demandeur et le candidat à la reprise doivent s'engager à ne pas procéder à un transfert foncier **avant le 31 mars 2006** ayant pour effet de porter la référence laitière de l'exploitation à un niveau qui, si cet agrandissement avait eu lieu avant la demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires, lui aurait interdit le bénéfice de la redistribution.

Engagement écrit du bénéficiaire

L'article 8 de l'arrêté du 27 mai 2002, dans sa nouvelle rédaction, prévoit que des quantités de référence attribuées dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 de ce même arrêté peuvent être allouées à titre conditionnel en cas d'engagement **écrit et préalable** du bénéficiaire de ne pas accroître, par transfert foncier ultérieur, au-delà des seuils de redistribution définis par le projet agricole départemental **avant le 31 mars 2006**, le niveau des quantités de référence en livraisons et/ou en ventes directes dont il dispose.

Modèles d'imprimés d'engagement

Pour ces situations, vous trouverez, joint en annexe, deux modèles d'engagement que vous pourrez utiliser pour instruire les demandes d'attributions conditionnelles.

En tout état de cause, ce ou ces engagements doivent être joints par le producteur et, le cas échéant par le candidat à la reprise à la demande de quantités de référence supplémentaires et être soumis, en même temps que la demande elle-même, à l'avis de la CDOA.

Motivations de la proposition d'attribution

Le caractère conditionnel de cette attribution doit être expressément mentionné dans la proposition préfectorale d'attribution soumise à l'avis de la CDOA et adressée à la directrice de l'ONILAIT, ainsi que dans la notification de la décision d'attribution adressée par cette dernière à l'acheteur.

Aussi, le demandeur sera informé que l'attribution éventuelle de quantités de référence supplémentaires interviendra à titre conditionnel et qu'à défaut de la réalisation du projet qu'il a soumis, accompagnant sa demande, à la DDAF et à la CDOA, dans le délai prévu et en tout état de cause **avant le 31 mars 2006**, cette quantité lui sera reprise dès la campagne suivante, en respectant le principe du parallélisme des formes (avis de la CDOA, proposition du Préfet et validation ou décision par l'ONILAIT).

Modalités d'abrogation de la décision d'attribution

En cas de non-respect, avéré et constaté par le préfet de manière contradictoire après avis de la CDOA, de cet engagement écrit au cours des trois campagnes suivant celle de l'attribution, la directrice de l'ONILAIT, sur proposition du préfet après avis de la CDOA, pourra abroger la décision d'attribution et affecter la quantité en cause à la réserve nationale prévue à l'article 5 du règlement n°3950/92 du 28 décembre 1992 modifié.

B - Etablissement des listes de producteurs bénéficiaires

Vous distinguerez les propositions d'attribution selon qu'elles sont retenues au titre de la réserve départementale ou de la ressource nationale. A ce titre, vous vous conformerez strictement aux modalités de transmission qui vous ont été précisées par l'ONILAIT par voie de circulaire.

Je vous rappelle qu'en tout état de cause, la date limite de transmission des listes nominatives à l'ONILAIT, fixée **au 31 octobre 2002**, doit être strictement respectée.

1°/ Propositions d'attribution au titre de la ressource nationale

Vous dresserez une liste de producteurs susceptibles d'être éligibles au titre de la ressource nationale, dont vous préciserez les propositions d'attributions individuelles.

Cette liste devra être transmise à la directrice de l'ONILAIT **avant le 31 octobre 2002**, après avis de la CDOA. Elle est obligatoirement assortie d'une copie des avis de la CDOA. Cette liste est consultable par les membres de la CDOA.

2°/ Propositions d'attribution au titre de la réserve départementale

Dans la limite des disponibilités restantes au niveau départemental après prélèvement de la partie mutualisée au niveau national, vous dresserez une seconde liste de producteurs proposés pour attribution, en précisant :

- les attributions individuelles,
- la référence des producteurs après attribution.

Cette liste sera accompagnée de l'avis de la CDOA sur chacune des propositions d'attribution, ainsi que des critères retenus pour la redistribution. Cette liste est consultable par les membres de la CDOA.

En cas d'application de l'article 6 de l'arrêté du 27 mai 2002, les quantités issues d'un transfert d'un autre département seront distinguées.

Cette liste devra être adressée à l'ONILAIT **avant le 31 octobre 2002**.

C – Information des producteurs

1°/ Information des producteurs faisant l'objet d'une proposition d'attribution du Préfet

Vous informerez les producteurs de l'avis émis par la CDOA concernant leur demande, en rappelant les principales motivations qui ont conduit à ce même avis.

Dans ce cas, vous devrez indiquer clairement au producteur que le courrier que vous lui adressez n'a qu'un caractère indicatif.

Seule la directrice de l'ONILAIT a compétence pour notifier aux acheteurs les attributions de quantités de référence supplémentaires, en application des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 11 février 1991 modifié.

2°/ Décisions préfectorales de rejet

Compte tenu des risques croissants de contentieux sur les décisions de rejet de demandes d'attribution de quantités de référence supplémentaires, il paraît utile de clarifier la procédure telle qu'envisagée par les articles 9 et 13 du décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié.

J'appelle votre attention sur le fait que les décisions de rejet que vous notifiez aux producteurs après avis de la CDOA doivent respecter les formes imposées en matière de décisions administratives.

Vous pourrez utiliser à cet effet le modèle de décision de rejet figurant en annexe IV de la circulaire et disponible sous LEONIDAF.

Quelle que soit la nature du courrier adressé au bénéficiaire (modèle de décision de rejet ou lettre simple), vous veillerez à ce que le signataire de la décision dispose d'une délégation publiée, claire, et précise, conformément aux instructions figurant dans la circulaire SAJ n° 2000-9102 du 27 septembre 2000.

Vous motiverez systématiquement les décisions prises en la matière, conformément aux instructions figurant dans la circulaire précitée en vous appuyant sur la règle de droit applicable et en excluant notamment des motivations vagues, banales et trop stéréotypées.

Enfin, vous mentionnerez les délais et voies de recours ouvertes au producteur en cas de contestation de la décision qui lui aura été notifiée.

D - Validation par l'ONILAIT des propositions préfectorales d'attribution

1°/ Attributions au titre de la ressource nationale

Les demandes et les propositions d'attribution seront examinées par le Conseil de direction de l'ONILAIT. Ce n'est qu'après son avis que la directrice de l'ONILAIT pourra prendre une décision d'attribution ou de rejet.

Celle-ci sera notifiée à l'acheteur avec copie à la DDAF, à charge pour les acheteurs d'adresser aux producteurs bénéficiaires une notification écrite de la quantité attribuée par l'ONILAIT.

2°/ Attributions au titre de la réserve départementale

L'ONILAIT :

- vérifiera la conformité des critères retenus par rapport aux dispositions de l'arrêté du 27 mai 2002,
- validera les propositions d'attribution présentées par les DDAF,
- notifiera **avant le 31 mars 2003** les quantités de référence aux acheteurs concernés, à charge pour eux d'adresser aux producteurs bénéficiaires une notification écrite de la quantité attribuée dans un délai maximum de 1 mois.

CINQUIEME PARTIE : RAPPORT ANNUEL DE L'APPLICATION DES ARRETES DE REDISTRIBUTION

Je vous rappelle que les critères retenus pour définir les catégories de producteurs visées à l'article 3, les plafonds d'attribution mentionnés à l'article 4 ainsi que les volumes réalloués dans les conditions de l'article 6 de l'arrêté, doivent être transmis à l'ONILAIT (service MPL) **au plus tard le 31 octobre 2002.**

Par ailleurs, lorsque des démarches régionales concertées auront permis l'harmonisation de certains des critères de redistribution, vous préciserez ceux ayant fait l'objet de cette harmonisation.

Il a été inséré un nouvel article 9 dans l'arrêté de redistribution qui précise **qu'avant le 30 janvier 2003**, le préfet devra transmettre au directeur des politiques économique et internationale ainsi qu'à la directrice de l'ONILAIT un rapport détaillé relatif à la mise en œuvre du présent arrêté dans son département.

1°/ Nature des informations devant être communiquées par les DDAF à la DPEI et à l'ONILAIT

Vous communiquerez les informations figurant en annexe VI pour la réserve départementale ainsi que pour la ressource nationale, sous forme standardisée de fichiers informatiques. Vous veillerez à renseigner de manière exhaustive l'ensemble des informations figurant dans ces tableaux, ainsi que dans les rubriques y afférentes.

Vous utiliserez le plan type figurant en annexe VI pour élaborer le rapport annuel sur l'application du dispositif. Vous conclurez ce dernier en précisant les principales difficultés rencontrées dans l'application de l'arrêté au titre de la campagne 2002/2003. Vous présenterez également ce rapport en CDOA.

2°/ Nature des informations devant être communiquées par les DRAF à la DPEI et à l'ONILAIT

Dans le cadre de la mise en œuvre des démarches régionales concertées, vous communiquerez à la DPEI (bureau du lait et des industries laitières) ainsi qu'à l'ONILAIT (service MPL) **avant le 30 janvier 2003** une synthèse des débats issus de la réflexion menée au niveau régional en matière de politique harmonisée de redistribution laitière et des résultats de cette concertation.

3°/ Présentation du rapport annuel de l'application des arrêtés au conseil de direction de l'ONILAIT

Avant le 15 mars 2003, l'ONILAIT fera rapport au Conseil de direction de l'application des arrêtés de campagne 2002-2003. Ce rapport de synthèse, élaboré notamment sur la base des contributions écrites des départements, sera également communiqué aux préfets ainsi qu'aux DDAF.

Le Directeur des Exploitations,
de la Politique Sociale et de l'Emploi

Christian DUBREUIL

Le Directeur des Politiques
Economique et Internationale

Remi TOUSSAIN

ANNEXE I : LISTE DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES

Nature de la disposition réglementaire	Date	Intitulé
Règlement (CEE) n° 3950/92	28/12/1992	Etablissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers.
Règlement (CE) n° 1392/2001	9/07/2001	Portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers.
Décret n° 91-157 modifié	11/02/1991	relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement du prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache, modifié en dernier lieu par le décret n° 2000-279 du 24 mars 2000 ;
Décret n° 96-47	22/01/1996	Relatif au transfert des quantités de référence laitières.
Décret n° 2001-1365	29/12/2001	Concernant l'octroi d'une indemnité à l'abandon total ou partiel de la production laitière.
Décret n° 2001-925	03/10/2001	relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs et modifiant le code rural
Arrêté	22/04/2002	Relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003
Arrêté	22/04/2002	Relatif à la détermination des quantités de référence des producteurs de lait en ventes directes pour la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003
Arrêté	25/04/2002	relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des producteurs de lait en ventes directes pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003 ;
Arrêté	27/05/2002	relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003 ;
Note de service	15/02/2002	DEPSE/SDEA n° 2002-7005
Circulaire ministérielle	7/07/2000	DGER n° 2067
Circulaire	27/09/2000	SAJ/N2000-9102 relative aux délégations de signature et aux motivations des décisions individuelles
Circulaire	28/03/2001	DEPSE/SDEA/C2001-7013 CTE installation progressive
Circulaire	20/09/2001	DEPSE/SDEA/C2001-7036, relative aux critères de viabilité économique appliqués dans le cadre des dispositifs d'aide à l'investissement et à l'installation.

Les différents arrêtés de campagne précités sont pris chaque année par le Ministre de l'agriculture de la pêche, de l'alimentation et des affaires rurales, et sont publiés au JO RF entre le mois d'avril et le mois de juillet de chaque année.


Ces différents textes sont disponibles sur les sites INTERNET suivants : NOCIA, EUROPA, LEGIFRANCE et LEONIDAF.

ANNEXE II : CALENDRIER DES OPERATIONS DE REDISTRIBUTION

	ONILAIT	PRODUCTEUR	DDAF	MAAPAR
27 mai 2002		←	←	Arrêté du 27 mai 2002 relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003.
Juin 2002		←	←	Diffusion de la circulaire d'application de l'arrêté du 27 mai 2002.
31 août 2002 au plus tard		Dépôt de la demande d'attribution d'une quantité de référence supplémentaire auprès de la DDAF, accompagnée, pour les demandes d'attribution conditionnelles, des engagements figurant en annexe II et III de la circulaire.	→	
Septembre à octobre 2002			Examen des dossiers de demande d'attribution de quantités de référence supplémentaire en CDOA.	
15 septembre 2002	Date limite de la notification de la ressource nationale aux départements.	→		
Septembre à octobre 2002		←	Envoi des décisions de rejet par les DDAF aux producteurs dont le dossier a recueilli un avis défavorable de la CDOA.	
31 octobre 2002 au plus tard		←	Date limite de transmission des propositions d'attribution de quantités de référence supplémentaires au titre de la ressource nationale et de la réserve départementale à l'ONILAIT.	
		←	Date limite de transmission des critères retenus pour définir les catégories de producteurs visées à l'article 3, des plafonds d'attribution mentionnés à l'article 4 ainsi que les volumes réalloués dans les conditions de l'article 6 de l'arrêté.	→
30 janvier 2003 au plus tard		←	Transmission par le préfet à la DPEI et à l'ONILAIT du rapport détaillé relatif à la mise en œuvre de l'arrêté du 27 mai 2002.	
			Transmission par le DRAF à la DPEI et à l'ONILAIT du rapport relatif à la mise en œuvre des démarches régionales concertées	→

	ONILAIT	ACHETEUR	DDAF	MAAPAR
15 mars 2003 au plus tard	L'ONILAIT présente le rapport annuel relatif à la mise en œuvre de l'arrêté du 27 mai 2002.			→
			→	
31 mars 2003 au plus tard	Le conseil de direction de l'ONILAIT valide les décisions d'attribution au titre de la ressource nationale		→	
				→
31 mars 2003 au plus tard	L'ONILAIT notifie les quantités de référence aux acheteurs concernés, à charge pour eux d'adresser aux producteurs bénéficiaires une notification écrite de la quantité qui leur a été attribuée.	→		
31 mars 2003	Fin de la campagne 2002/2003			

ANNEXE III

 <p>Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales</p>	Cachet de la DDAF	Réservé à l'administration Reçu en DDAF le :
---	--------------------------	--

ATTRIBUTION CONDITIONNELLE ENGAGEMENT D'INSTALLATION D'UN JEUNE AGRICULTEUR

A déposer, joint à votre demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires, auprès de la DDAF de votre département avant le 31 août 2002

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR

N° PACAGE : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

N° ONILAIT : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

M., Mme, Melle : Nom Prénom :

Né(e) le: I _ I _ / I _ I _ / I _ I _ I _ I à Dépt (ou pays) :

ou pour les formes sociétaires,

Dénomination Sociale :

N° d'identification : [.....

Adresse :

Commune: Code postal : I _ I _ I _ I _ I

Référence laitière (en litres, hors allocations provisoires) en livraisons : I I
en ventes directes : I I

Nom de l'acheteur : Numéro de l'acheteur : I _ I _ I _ I / I _ I

Engagement de transmission de l'exploitation :

Le cédant s'engage sur l'honneur à transmettre son exploitation à M./Mme./Melle I I, né(e) le I _ I _ / I _ I _ I _ I, à I I, domicilié(e) à I I, qui s'installera sur cette exploitation en qualité de chef d'exploitation jeune agriculteur/agricultrice à compter du I _ I _ / I _ I _ I _ I et **au plus tard le 31 mars 2004.**

Le cédant est informé(e) qu'à défaut de respect de cet engagement, les quantités de référence supplémentaires qui lui auront été attribuées au titre de la campagne de redistribution 2002/2003 pourront être retirées dès la campagne suivante.

Engagement de non-agrandissement :

Le cédant et le candidat à la reprise s'engagent sur l'honneur à ne pas procéder, à compter de la date de cet engagement et jusqu'au 31 mars 2006, à un transfert foncier ayant pour effet de porter le niveau de référence laitière détenue au-delà des seuils de redistribution fixés par le projet agricole départemental.

Le cédant est informé(e) qu'à défaut de respect de cet engagement, les quantités de référence supplémentaires qui lui auront été attribuées à titre conditionnel au titre de la campagne de redistribution 2002/2003 pourront être retirées dès la campagne suivante.

Le candidat à la reprise est informé qu'en cas de non-respect de son engagement de non-agrandissement, postérieurement à son installation et avant le 31 mars 2006, les quantités de référence transférées à son endroit par décision préfectorale pourront être révisées, pour tenir compte de l'annulation des quantités supplémentaires accordées au cédant.

A :, le


Signatures (1) :

Du cédant

du candidat à la reprise

(1) du demandeur, de tous les associés en cas de GAEC, du gérant en cas de forme sociétaire et **du candidat à la reprise.**

ANNEXE IV

 <p>Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales</p>	Cachet de la DDAF	Réservé à l'administration Reçu en DDAF le :
---	--------------------------	--

ATTRIBUTION CONDITIONNELLE

ENGAGEMENT DE NON-AGRANDISSEMENT ULTERIEUR DE L'EXPLOITATION

A déposer, joint à votre demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires, auprès de la DDAF de votre département avant le 31 août 2002

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR

N° PACAGE : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

N° ONILAIT : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

M., Mme, Melle : Nom Prénom :
 Né(e) le: I _ I _ / _ I _ / _ I _ I _ I _ I à Dépt (ou pays) :

ou pour les formes sociétaires,

Dénomination Sociale.....

N° d'identification : [.....]

Adresse :

Commune: Code postal : I _ I _ I _ I _ I _ I

Référence (en litres, hors allocations provisoires) en livraisons : I _ _ _ _ _ I

en ventes directes : I _ _ _ _ _ I

Nom de l'acheteur : Numéro de l'acheteur : I _ I _ I _ I / I _ I

Je m'engage sur l'honneur à ne pas procéder, à compter de la date de cet engagement et jusqu'au 1^{er} avril 2006, à un transfert foncier ayant pour effet de porter le niveau de référence que je détiens au-delà des seuils de redistribution fixés par le projet agricole départemental.

Je suis informé(e) qu'à défaut de respect de cet engagement, les quantités de référence supplémentaires qui m'auront été attribuées au titre de la campagne de redistribution 2002/2003 pourront être retirées dès la campagne suivante.

A :, le.....

Signatures (1) :

Du cédant

du candidat à la reprise

du demandeur, du candidat à la reprise, de tous les associés en cas de GAEC, du gérant en cas de forme sociétaire.

ANNEXE V : MODELE DE DECISION DE REJET



Ministère de l'agriculture
de l'alimentation
de la pêche
et des affaires rurales

Direction départementale de l'agriculture
et de la forêt

Décision de rejet d'une demande d'attribution de quantités de référence supplémentaires

Le Préfet de.....

Vu le décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement du prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache, modifié en dernier lieu par le décret n° 2000-279 du 24 mars 2000 ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2002 relatif à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003 ;

Vu la circulaire DPEI/SPM/C2002-4030 du 14 juin 2002 relative à la répartition des quantités de référence prélevées en application de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2002 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003.

Vu la demande présentée par Monsieur, Madame.....
en date du.....

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du.....après vérification du dossier complet du demandeur ;

Vu la délégation de signature accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt par le préfet de par arrêté n°.....du.....

DECIDE

Article 1^{er} : la demande d'attribution d'une quantité de référence supplémentaire présenté par monsieur (madame).....domicilié à.....est rejetée à pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....

Article 2 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt est chargé, pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

a.....le.....

Pour le Préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision :

Soit par recours gracieux,

Soit par recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Soit par recours devant le tribunal administratif de

ANNEXE VI : BILAN DE L'UTILISATION DE LA RESSOURCE NATIONALE ET DE LA RESERVE DEPARTEMENTALE

I. CADRE GENERAL DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REDISTRIBUTION AU NIVEAU LOCAL

- Descriptif synthétique de la politique départementale ou régionale
- Mode de définition des catégories de producteurs éligibles
- Prise en compte des critères
- Définition des planchers, plafonds et seuils d'exclusion
- Définition des volumes forfaitaires
- Utilisation des équivalences
- Conditions de la mutualisation

II. ATTRIBUTIONS DANS LE CADRE DE LA RESSOURCE NATIONALE

Données statistiques

Pour ce qui concerne les volumes demandés, vous ne renseignerez cette information que si celle-ci est pertinente

Volume notifié	Taux d'utilisation retenu pour les producteurs Dont la référence est < 100 000 l					
	90 % ou 95 %					
Catégorie de producteurs	DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
	En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume
Jeunes agriculteurs article 2.1						
Producteurs avec réf. < 100 000 l article 2.2						
Producteurs avec CTE article2.3						
TOTAL						

DONT :

● Attributions conditionnelles

- Attributions conditionnelles au profit de producteurs installant un jeune agriculteur

DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume

- Attributions conditionnelles autres

DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume

III. ATTRIBUTIONS DANS LE CADRE DE LA RESERVE DEPARTEMENTALE

Volume notifié

Transfert de disponibilités entre départements	
Arrivée vers le département	Départ du département

Taux d'utilisation retenu pour les producteurs Dont la référence est < 100 000 l	
90 % ou 95 %	

Catégorie de producteurs	DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
	En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume
Jeunes agriculteurs Avec Aides						
Jeunes agriculteurs Avec CTE						
Jeunes agriculteurs Sans Aide						
Producteurs avec réf. < moyenne régionale						
Producteurs confortés						
TOTAL						

DONT :

- Demandes des producteurs ayant fait l'objet d'un transfert de quantité de référence (décret n° 96-47)

DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume

- Attributions conditionnelles

- Attributions conditionnelles au profit de producteurs installant un jeune agriculteur

DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume

- Attributions conditionnelles autres

DEMANDES		ACCORDS		REJETS	
En nombre	En volume	En nombre	En volume	En nombre	En volume

IV. CONCLUSION ET SYNTHESE

- Difficultés rencontrées
- Besoins non satisfaits au niveau local
- Principaux obstacles juridiques rencontrés pour mener à bien la redistribution.

**ANNEXE VII : MOYENNES DEPARTEMENTALES ET REGIONALES DES
PRODUCTEURS DE LAIT AU 01/04/2001 (source ONILAIT)**

MOYENNES DEPARTEMENTALES

Départements	Nombre de producteurs	Moyenne en litres
AIN	1 426	206 950
AISNE	1 277	228 079
ALLIER	306	186 573
ALPES HTE PROVENCE	37	132 174
HAUTES ALPES	284	106 554
ALPES MARITIMES	5	33 687
ARDECHE	795	85 909
ARDENNES	1 240	198 591
ARIEGE	251	187 819
AUBE	325	250 537
AUDE	84	220 321
AVEYRON	2 141	147 406
BOUCHES DU RHONE	9	126 567
CALVADOS	2 973	203 653
CANTAL	3 055	124 181
CHARENTE	768	198 705
CHARENTE-MARITIME	910	210 605
CHER	206	232 152
CORREZE	371	144 793
COTE D'OR	468	212 741
COTES D'ARMOR	5 637	214 699
CREUSE	312	176 146
DORDOGNE	1 178	166 055
DOUBS	2 792	180 878
DROME	229	126 011
EURE	1 078	208 758
EURE ET LOIR	236	218 649
FINISTERE	4 606	237 805
GARD	8	81 379
HAUTE GARONNE	598	192 922
GERS	448	175 734
GIRONDE	348	175 126
HERAULT	7	176 674
ILLE ET VILAINE	7 067	205 841
INDRE	314	205 435
INDRE ET LOIRE	535	276 149
ISERE	1 402	138 234
JURA	1 550	183 656
LANDES	536	150 329
LOIR ET CHER	305	248 946
LOIRE	2 541	122 718
HAUTE LOIRE	3 270	114 697
LOIRE ATLANTIQUE	3 445	224 196
LOIRET	309	261 098

MOYENNES DEPARTEMENTALES (suite)

Départements	Nombre de producteurs	Moyenne en litres
LOT	704	150 518
LOT ET GARONNE	684	183 623
LOZERE	730	99 869
MAINE ET LOIRE	2 928	208 749
MANCHE	6 718	192 395
MARNE	344	244 401
HAUTE MARNE	1 160	234 836
MAYENNE	5 313	192 507
MEURTHE ET MOSELLE	1 098	252 863
MEUSE	1 207	266 315
MORBIHAN	4 768	215 391
MOSELLE	1 209	224 632
NIEVRE	80	274 356
NORD	2 736	205 360
OISE	820	222 323
ORNE	3 126	201 087
PAS DE CALAIS	3 407	195 204
PUY DE DOME	2 522	123 416
PYRENEES ATLANTIQUES	1 827	142 468
HAUTES PYRENEES	360	157 923
PYRENEES ORIENTALES	24	166 741
BAS-RHIN	782	221 473
HAUT RHIN	514	210 137
RHONE	1 467	126 763
HAUTE-SAONE	1 445	193 736
SAONE ET LOIRE	707	191 315
SARTHE	1 779	224 634
SAVOIE	1 108	95 851
HAUTE SAVOIE	1 540	140 560
SEINE MARITIME	2 970	195 881
SEINE ET MARNE	146	216 199
YVELINES	13	339 281
DEUX SEVRES	1 121	240 146
SOMME	1 848	230 480
TARN	854	164 635
TARN ET GARONNE	492	145 427
VAUCLUSE	5	128 513
VENDEE	2 011	256 786
Vienne	458	274 695
HAUTE VIENNE	383	219 371
VOSGES	1 830	196 962
YONNE	469	267 574
TERRITOIRE BELFORT	156	192 861
ESSONNE	11	274 676
SEINE SAINT DENIS	1	17 466
VAL DE MARNE	1	25 210
VAL D'OISE	21	237 112
	119 579	

MOYENNES REGIONALES AU 01/04/2001
(SOURCE ONILAIT)

	Nombre de producteurs	Moyenne en litres
ALSACE	1 296	216 977
AQUITAINE	4 573	158 106
AUVERGNE	9 153	122 668
BASSE-NORMANDIE	12 817	197 126
BOURGOGNE	1 724	221 731
BRETAGNE	22 078	216 834
CENTRE	1 905	245 816
CHAMPAGNE-ARDENNES	3 069	222 927
FRANCHE-COMTE	5 943	185 043
HAUTE-NORMANDIE	4 048	199 310
ILE-DE-FRANCE	193	228 078
LANGUEDOC-ROUSSILLON	853	114 069
LIMOUSIN	1 066	180 764
LORRAINE	5 344	230 372
MIDI-PYRENEES	5 848	159 337
NORD-PAS-DE-CALAIS	6 143	199 728
P.A.C.A.	340	109 123
PAYS DE LA LOIRE	15 476	214 679
PICARDIE	3 945	228 007
POITOU-CHARENTES	3 257	226 979
RHONE-ALPES	10 508	133 853
	119 579	

1. Petites exploitations et droits à prime ou à produire en productions animales

...

Attribution et redistribution de quantités de référence pour les petites exploitations

Les projets agricoles départementaux prendront en compte les petites exploitations ayant une production de lait de vache. Ils prendront en considération des équivalences entre les productions et tiendront compte du nombre d'unités de travail humain (UTH) participant à la production laitière.

Ils seront aussi révisés dans un délai de deux ans pour favoriser leur harmonisation dans un cadre régional (ou éventuellement interrégional pour les régions constituées de deux départements).

Les petites exploitations seront rendues prioritaires pour l'attribution de quantités de référence au travers de la modification de l'arrêté de redistribution annuel.

Cet arrêté sera modifié comme suit :

a) redistribution au titre de la ressource issue de la réserve nationale (article 2):

- introduction d'une seconde catégorie : les producteurs bénéficiant de la mesure spécifique de soutien à la multifonctionnalité des petites exploitations dans le cadre d'un CTE ;
- transformation de l'ancienne seconde catégorie qui devient la troisième catégorie de producteurs prioritaires : producteurs disposant d'une quantité de référence inférieure à 100 000 litres.

b) redistribution au titre de la ressource issue de la réserve départementale (article 3) :

- introduction d'une seconde catégorie de bénéficiaires : les exploitations ayant une quantité de référence inférieure à la moyenne régionale ;
- l'ancienne seconde catégorie devient la troisième catégorie de bénéficiaires

Les dispositions favorables aux exploitations laitières disposant d'une quantité de référence inférieure à 100 000 litres seront pérennisées dans l'arrêté de fin de campagne.

En ce qui concerne les prêts de quantités de référence en cours de campagne il sera expertisé la possibilité de différencier les taux d'allocations provisoires en fonction de la taille de l'exploitation (possibilité d'un taux plus élevé pour les petites exploitations disposant qu'une quantité de référence inférieure à un seuil à définir) (**disposition non retenue in fine**).

La réflexion sur la possibilité d'une restitution aux petites exploitations du prélèvement de 10% sera poursuivie.